

France TV et l'Audiovisuel public en danger de mort

La perspective catastrophique des extrêmes droites au pouvoir

Il n'aura pas fallu 24h au Rassemblement National pour clarifier sa position sur l'audiovisuel public après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale : dès lundi matin Sébastien Chenu confirmait sans détour dans la matinale de BFM/RMC l'intention très claire de son parti de **privatiser l'Audiovisuel Public**.

Alors que la mobilisation des salarié.es concerné.es a envoyé un message d'opposition sans ambiguïté au projet de fusion voulu par le gouvernement moribond (projet mécaniquement suspendu par la dissolution), l'extrême droite veut purement et simplement la mort de ce qui apparaît comme un contre-pouvoir potentiel à sa politique nauséabonde.

L'audiovisuel public : un bien commun qui fonctionne

Né du projet d'ériger un maximum de barrières au retour au pouvoir de l'extrême droite au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Audiovisuel public a été pensé dès l'origine comme un outil d'information, d'éducation et de divertissement populaire à destination de l'ensemble du corps social. Dans un paysage médiatique toujours plus concentré aux mains de quelques grands groupes servant des intérêts privés, il constitue incontestablement aujourd'hui aux yeux de la population un pôle de confiance, dans un contexte fortement marqué par une défiance généralisée. Au fil des années, l'audience et l'influence du service public de l'audiovisuel comme les enquêtes de confiance ont fait la démonstration sans appel de son utilité publique.

Et c'est ce bien commun, nécessaire au fonctionnement démocratique et à disposition de tous les citoyens, que le RN souhaite détruire ! Au-delà des 16300 emplois des entreprises de l'audiovisuel public (plus de 20000 personnes concernées) c'est également l'utilité sociale et démocratique de leurs missions qu'il faut défendre sans concession.

Mobilisation !

D'autre part, les extrêmes droites constituent une véritable imposture sociale et démocratique. En effet, malgré des préoccupations sociales de façade, leurs élus se sont systématiquement opposés par leur vote, à l'Assemblée comme au Parlement européen, à toutes les dispositions visant à améliorer les conditions de vie matérielles des plus pauvres, les conditions de travail, les conditions d'égalité femmes/hommes, la défense des libertés publiques ou des droits fondamentaux à commencer par l'augmentation du SMIC.

La CGT de FTV alerte donc l'ensemble des salarié.es sur la menace que constituerait l'accession des extrêmes droites au pouvoir, qu'il s'agisse de leur liberté éditoriale, de leur emploi ou de la disparition d'un bien commun au service de la démocratie.

La CGT les appelle également à se mobiliser dès à présent, et à participer, partout où ils le peuvent, à toutes les initiatives visant à empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir !